



Amélie Joveneau, chargée de mission à l'Arebs

### Bilan carbone à Seraing

## Vers une démarche intégrée d'écologie industrielle



ALAIN DEPRET SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Depuis plusieurs années, la Ville de Seraing s'est lancée dans une politique de requalification urbaine et de développement durable. Dans ce cadre, via l'Association pour le redéploiement économique du bassin sérésien (Arebs), elle a également décidé d'établir, durant toute l'année 2010, un bilan carbone. Pour les installations et activités de la Ville, d'abord, mais aussi en incluant les entreprises abritées sur le territoire, à qui Seraing proposait la réalisation gratuite d'un audit.

**O**BJECTIF: TROUVER DES solutions mutualisées, mettre en place des plans d'actions et développer des expériences-pilotes pour faire baisser la production de CO<sub>2</sub>. Une opération qui a été récompensée du premier prix dans la catégorie « communes durables » du prix belge de l'énergie et de l'environnement, de quoi espérer voir l'initiative fleurir sur d'autres communes. Explications avec Amélie Joveneau, Chargée de mission à l'Arebs.

*Avant toute chose, il serait peut-être intéressant de présenter l'Arebs aux lecteurs. Qui êtes-vous, exactement ?*

L'Arebs est une asbl, une agence de développement économique locale qui fonctionne par projets. Notre souci principal concerne la requalification urbaine de Seraing. Un masterplan a été rédigé pour la Ville au début des années 2000, qui a, ensuite, fait émerger une nouvelle régie communale autonome nommée Eriges afin de mener à bien les objectifs de ce masterplan. Arebs s'est donc recentrée

sur la dynamisation du tissu économique global, afin d'aider les entreprises à anticiper les enjeux tant économiques, environnementaux, que réglementaires à venir. On fait aussi le lien entre le développement territorial et le développement économique de Seraing. L'Arebs se consacre notamment à l'aide locale aux indépendants. Notre rôle est d'aider des personnes à créer leur entreprise, mais aussi des entrepreneurs à améliorer leur fonctionnement et leur rentabilité. Mais, plus personnellement, je

suis responsable de l'autre grand projet de l'Arebs: le bilan carbone.

**Nous voici donc au fait de cette interview... Pouvez-vous m'en dire plus?**

La volonté de mener un bilan carbone sur le territoire de Seraing appartient à la Ville, mais c'est l'Arebs qui a été choisie pour le mettre en oeuvre. Au départ, il y avait un constat, une certitude: nous savions que les entreprises étaient les principaux émetteurs de CO<sub>2</sub>. Notre but a donc été, tout de suite, d'agir pour aider les entreprises à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Au niveau organisationnel, un comité de suivi, comprenant la Ville de Seraing, a été créé avec la chambre de commerce et différents acteurs économiques locaux. Le budget de la Politique fédérale des grandes villes nous a permis de faire appel à un groupement de consultants qui nous épaulent quant à la méthodologie et l'accompagnement des entreprises.

**Pourquoi avoir choisi la méthode « bilan carbone » plutôt qu'une autre méthode de développement durable?**

Parce que c'est une méthode qui est labellisée et reconnue, que des formations sont prévues pour les entreprises qui s'impliquent dans le projet. L'exemple français est très précieux à ce sujet, d'ailleurs. La méthode répondait aux objectifs de l'Arebs et à la volonté de la Ville de pouvoir anticiper sur la dépendance du territoire aux énergies fossiles. En pratique, cela fonctionne grâce à un tableau Excel dans lequel on encode des quantités sous forme de kW/h, de litres de mazout, de nombre de véhicules, de nombre d'ordinateurs, de kilomètres parcourus... Il y a des facteurs qui convertissent automatiquement ces valeurs en tonnes équivalent CO<sub>2</sub>.

**D'après votre plaquette d'information, votre projet semble se décliner de diverses manières...**

Exact. Le premier groupe de travail s'attache au bilan carbone du territoire. Il s'agit de prendre en compte toutes les activités du territoire, mais aussi tout ce dont le territoire a besoin pour vivre: la consommation des entreprises, les déplacements, le trafic interne, le transit, le résidentiel surtout au niveau des consommations énergétiques, les déchets... On utilise ici des données statistiques communales ou régionales qu'on essaie d'adapter au contexte. En petits groupes, nous avons distingué les actions les plus pertinentes à mettre en oeuvre. L'idée

est de valoriser des associations locales pour porter certaines de ces actions.

**Et puis, surtout, vous avez offert vos services aux entreprises locales. S'attaquer à l'émission de CO<sub>2</sub> à Seraing, ce n'est pas rien, tout de même...**

En effet. Il nous fallait anticiper car, pour Seraing, les grosses entreprises sont de gros émetteurs de CO<sub>2</sub>. Nous avons sélectionné les entreprises car cela a tout de même un coût: entre 10 000 et 15 000 euros en fonction de la taille et du périmètre de l'entreprise. Et nous offrons ce service gratuitement. Nous pensions donc que les entreprises allaient se précipiter pour travailler avec nous... Cela n'a pourtant pas été le cas. L'Arebs a donc dû prendre son bâton de pèlerin et conscientiser les entreprises de la région. 23 entreprises ont, au final, été convaincues. Ce n'est déjà pas mal.

**Il y a tout de même un grand absent: Arcelor...**

En effet. Mais bon, ils mènent déjà pas mal d'actions en interne en termes de réduction de CO<sub>2</sub>. Par contre, maintenant que nous avons notre bilan carbone du territoire, on a recommencé à interagir avec eux sur ce point.

**Quelles étaient les motivations des entreprises que vous avez aidées?**

Beaucoup considéraient que cela allait aider l'entreprise en termes d'image, mais aussi que cela allait aider à répondre à des appels d'offres spécifiques où les critères environnementaux sont de plus en plus exigeants. D'autres voulaient développer un produit particulier, et donc l'étudier pour des questions de marché. D'autres, enfin, voulaient simplement réduire leur coûts car, globalement, il y a un lien fort entre la réduction des émissions de gaz à effets de serre et des consommations énergétiques. D'autres acteurs sont venus se greffer aux projets: le Forem pour un bilan carbone de leur permanence locale, de même que la FGTB. Et puis, on a aussi Tecteo pour leur antenne sérésienne qui s'occupe de mettre en place leurs compteurs électriques.

**Quel sera le suivi donné à ces entreprises, maintenant que le bilan carbone est terminé?**

Cela dépend un peu du type d'entreprise. Certaines se sont attaquées à des problèmes spécifiques, vite réglés, d'autres ont dû travailler longuement à des solutions plus compliquées. Certaines ont réalisé des audits, d'autres ont fait appel à la chambre

de commerce pour mener leurs actions. On a, en tout cas, senti le besoin d'aller voir chaque entreprise pour aider à quantifier les solutions possibles. On aide ainsi les personnes-ressources respectives à proposer un plan d'action solide à leur direction. Au final, un bureau d'études que nous avons contacté nous a conseillé de suivre une mission d'études complémentaires pour essayer d'amorcer une démarche intégrée d'écologie industrielle.

**C'est-à-dire?**

On a remarqué qu'il y avait beaucoup de problématiques communes. Et puis, par exemple, les déchets de certaines entreprises pourraient servir de matière première à d'autres... Il y a donc un tas de sujets qui pourraient être mutualisés: la mobilité de notre parc scientifique, par exemple. Notre volonté est aujourd'hui de poursuivre le suivi des actions entreprises, aider à mettre en place les indicateurs et de donner les informations nécessaires. Et, peut-être, ensuite, mener une étude plus exhaustive concernant les flux afin d'inclure davantage d'entreprises dans la démarche.

**Cela veut dire que vous voudriez encore intégrer d'autres entreprises dans votre démarche?**

Oui, parce que nous voulons maintenant mettre en place des synergies. L'Arebs doit poursuivre son rôle quant à la mise en réseau des acteurs économiques en ce qui concerne la réduction d'impact environnemental, même s'il ne s'agit plus de bilan carbone. Et puis, on a voulu, à un certain moment, intégrer de plus petites entreprises. On a vite abandonné l'idée car il est difficile, pour celles-ci, de trouver le temps nécessaire. Le dernier volet de notre bilan a donc été simplifié pour créer un check-up carbone, une sorte de bilan carbone simplifié, sans labellisation donc, pour les petites entreprises.

**La Ville continue-t-elle à s'impliquer dans ce projet?**

Evidemment, puisqu'elle est à la base de la démarche. Ainsi, par exemple, le bourgmestre a proposé que le « Midi des entreprises » annuel soit consacré, cette année, au bilan carbone. Et puis, le bilan carbone du territoire doit maintenant s'intégrer à l'agenda 21 piloté par Seraing, un véritable projet de ville. Des interactions avec les différents services de la Ville et l'Arebs se mettent donc en place actuellement, au fur et à mesure.